February 3, 2017

Talks Break off with CBSA/Treasury Board

We enforce the law. It's time we were treated accordingly.

Our PSAC/CIU bargaining team for the FB group spent three days in mediation with Treasury Board and CBSA this past week. We made no progress on our key priorities for this round of bargaining. We enforce the law. It's time we were treated accordingly.

Compensation
Our position reflects wage parity with the RCMP. Management has rejected this proposal and instead tabled the PA wage settlement. This is unacceptable to us as it does not address our wage disparity with the broader law enforcement community.

Retirement Reform
We are seeking a commitment from Treasury Board that the government introduce a retirement regime consistent with other federal law enforcement agencies. Treasury Board has refused to do so. This is unacceptable.

New Protections
We must have new protections against CBSA management in this round – in the context of discipline (PSI and SRI), legal indemnification and against abuse of authority. Management has not addressed our concerns.

Hours of Work
Our team is seeking a paid meal period in line with other law enforcement agencies, as well as protections against management's unilateral cancelation of compressed work weeks and telework arrangements. CBSA and Treasury Board have done nothing to address these issues. We deserve better.

CBSA Seeking Concessions
Management is seeking serious concessions, from watering down our VSSA protections to making Care and Nurturing leave subject to operational requirements and increasing its duration to a minimum of 12 weeks, to eliminating protections in the context of firearm certification that we have in our current agreement. These concessions are unacceptable.

Given the refusal of Treasury Board and CBSA to address our priorities, **we have declared impasse** and will be proceeding to the next steps in the process – filing for a Public Interest Commission (PIC). Get more information on the PIC process at http://psacunion.ca/what-happens-if-we-do-not-reach-agreement

The leadership of the union and representatives from our bargaining team will be meeting in the coming weeks to discuss next steps beyond filing for a PIC. We'll be sure to provide updates as things progress.

CIU/PSAC Members at CBSA
UNITED FOR A FAIR CONTRACT

Customs and Immigration Union
Syndicat des Douanes et de l'Immigration

PSAC AFPC
Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada

Le 4 février 2017

Rupture des négociations avec l'ASFC et le Conseil du Trésor

Nous sommes des agents d'exécution de la loi et nous méritons d'être traités comme nos homologues.

Au cours des trois journées de médiation entre l'AFPC-SDI, l'ASFC et le Conseil du Trésor, aucun progrès n'a été accompli sur les enjeux de taille.

Rémunération
Notre revendication – obtenir la parité salariale avec les agents de la GRC – a été rejetée par l'employeur. En échange, il a offert le même règlement salarial que celui proposé aux PA. C'est inacceptable. L'offre patronale ne comble pas du tout l'écart qui existe entre nos salaires et ceux de nos homologues dans le secteur de l'exécution de la loi. »

Réforme du régime de retraite
Nous demandons au Conseil du Trésor d'accorder au groupe FB un régime de retraite comparable à celui consenti à d'autres agents fédéraux d'exécution de la loi. Le Conseil du Trésor a refusé. C'est inacceptable.

De nouvelles protections
Nous réclamons de meilleures protections contre les mesures disciplinaires (DSNP et enquêtes de sécurité sur le personnel) et les abus de pouvoir. Nous voulons aussi améliorer les dispositions sur l'indemnisation pour frais judiciaires. Malheureusement, l'ASFC a fait la sourde oreille.

Durée du travail
Notre équipe a déposé les revendications suivantes : une pause-repas payée, comme c'est le cas dans la plupart des organismes d'exécution de la loi, ainsi que des protections contre l'annulation arbitraire par l'employeur des semaines de travail comprimées et du régime de télétravail. Mais l'ASFC et le Conseil du Trésor refusent encore de nous accorder de telles conditions. Nous méritons mieux.

L'ASFC veut des concessions
L'employeur exige d'importantes concessions : affaiblir les protections entourant les AHPV; assujettir le congé non payé pour s'occuper de la famille aux nécessités du service et à une durée minimale de 12 semaines; et supprimer de la convention collective les protections liées au port d'armes obligatoire. Ces concessions sont inacceptables.

Vu l'intransigeance de l'ASFC et du Conseil du Trésor, **nous sommes dans une impasse**. Il faut donc passer à la prochaine étape : demander la mise sur pied d'une commission de l'intérêt public (CIP). Lire la foire aux questions sur ce processus.

Les membres de l'équipe de négociation et de l'équipe dirigeante de l'AFPC se réuniront au cours des prochaines semaines pour discuter d'autres actions possibles. Nous vous tiendrons au courant de la situation.

Les membres de l'AFPC/SDI à l'ASFC
SOLIDAIRES POUR UNE CONVENTION ÉQUITABLE

Customs and Immigration Union
Syndicat des Douanes et de l'Immigration

Alliance de la Fonction publique du Canada
Public Service Alliance of Canada